

LIMINAIRE

Le présent numéro de Fréquence-Sud se distingue par deux aspects particuliers, par rapport aux précédents : d'une part, l'affirmation de l'objet empirique de l'information-communication à travers une diversité de positions de terrains propres aux angles théoriques qui ont servi à la constituer comme sciences. D'autre part, la reconnaissance due au père fondateur de cette revue, le Professeur Jacques Fame Ndong, dont il importe de saluer la vision prophétique. Il s'agit par conséquent de *Mélanges* offerts à cet enseignant qui très tôt a marqué son intérêt pour un objet dont la réception académique, ici comme ailleurs, a mis long à se former. Cette somme annonce une manifestation scientifique plus importante, dont nous espérons nourrir la communauté universitaire nationale et internationale au cours des prochains mois, et à la réussite de laquelle nous comptons mobiliser les collègues, bien au-delà de nos frontières.

Pourquoi lier les deux événements ? Car après tout, un numéro de Fréquence-Sud n'est-il pas une activité éditoriale de routine, une exigence professionnelle s'inscrivant dans la continuité du travail ordinaire de l'enseignant-chercheur ? Quelles relations peut-il établir avec l'hommage dû au premier dirigeant camerounais de l'ESSTIC ? Quelle que soit l'importance d'un numéro de revue, quoi de semblable avec le régime de pensée et le mode de gestion managériale qu'a exercé pendant plus d'une décennie celui grâce à qui notre établissement a pu s'intégrer à l'Université camerounaise de manière décisive ? Loin de nous l'idée de ramener l'envergure du travail faméien à l'épiphénomène d'une revue et encore moins d'un numéro de revue. Notre projet est de considérer que la reconnaissance de son immense œuvre scientifique passe par le nécessaire affichage de son patronyme fondateur, à partir du présent numéro, comme une œuvre de salubrité intellectuelle. En plaçant les modestes contributions du présent numéro sous le sceau de cette sommité, nous sollicitons en même temps la densité de son ombrelle bienveillante pour couvrir désormais l'ensemble local des productions qui s'y publient. Ainsi s'agissant des numéros *varia*, Fréquence-Sud les publiera désormais en séries, c'est-à-dire en unités constituées autour de courants de recherche qui structurent la réflexion info-communicationnelle. La forme la plus tangible de la cohésion entre ces unités plus ou moins associables se lira dans la dynamique de leurs compositions thématiques et les effets de négociation heuristique et de

communautés épistémiques entre terrains et théories, entre documents et discours, entre réel et effets de réel. Ces *varias* alterneront avec des numéros plus thématiques, à l'exemple de ceux portant sur l'image ou le discours.

On le voit, le présent numéro ne manque pas d'ambition.

De façon plus concrète, il se présente en quatre séries qui explorent des axes complémentaires:

-la première série, «*information, services publics, archives et mémoire*», occupe le champ de la réflexion info-documentaire en posant d'abord le rapport au document administratif, qu'il émane de département ministériel ou qu'il soit un support de politique économique comme un principe de gouvernement travaillé par des logiques spécifiques. A cet égard, les restrictions à son accès, qu'elles soient d'ordre légal ou qu'elles résultent des lourdeurs d'une bureaucratie à la recherche de son identité, constituent une barrière et une limite aux déclarations de principe sur le droit d'accès aux documents administratifs. Pour Jacques Albert Monty, c'est, tout le régime juridique du secret qui semble ainsi mis en tension entre barrières culturelles, obstacles juridiques et rétentions institutionnelles, dans un contexte d'affirmation de la libre circulation de l'information et d'ouverture de l'information administrative. Une logique similaire caractérise l'accès à l'information et aux ressources statistiques. Le Document de stratégie pour la croissance et l'emploi souffre particulièrement de cette «sous-diffusion», car ainsi que le montre Awung Frankline, bien que le Cameroun soit l'un des pays africains dans lesquels des significatifs ont été réalisés dans la diffusion des statistiques officielles, les résultats sont de loin non proportionnels aux potentiels économiques, humains, matériels et financiers du pays. Comme le montre l'étude, si la majorité des responsables de l'Institut National des Statistiques reconnaissent une amélioration significative de la production des statistiques, celles-ci tout comme leur consommation reste plombée par la mauvaise qualité des données et l'inexistence de guides facilitant la compréhension et l'usage des statistiques officielles. L'auteur plaide notamment pour le développement d'une culture statistique dans le pays. Pour clore cette série, Narcisse Ekongolo revient sur la notion d'«archives oubliées» pour proposer une contribution à la «sauvegarde de l'ensemble de traces susceptibles de constituer la mémoire» de la communauté camerounaise. Par cette notion, il désigne ainsi trois catégories: les archives non disponibles et non accessibles, les archives non disponibles et accessibles et les archives disponibles non accessibles dans les fonds des Archives nationales du Cameroun.

-la deuxième série, «*communication internationale, politique, réseaux et professions*» se penche sur un ensemble de productions discursives et sur leurs appropriations comme support de pratiques communicationnelles spécifiques. Qu'il s'agisse des mondes médico-sanitaires, des pratiques politiques ou gouvernementales sous le couvert convenu de bien public, la définition des modes d'élaboration et d'énonciation des discours s'éclaire des stratégies conduites par des acteurs sociaux spécifiques en lien avec les configurations historiques : médecins, activistes des droits de l'homme et modernité thérapeutique internationale en ce qui concerne le sida (Dr Mpressa); réaménagement des pratiques sous réseaux dû fait de l'irruption d'internet chez les professionnels de la communication publique (Dr Esse) et adaptations thématiques du discours présidentiel aux contraintes de l'histoire politique et à ses conjonctures fluides ou ordinaires (Dr Modzom). Sous ce rapport, le régime du discours tel que redéfini par le récit médiatique sur ce qu'on a appelé prosaïquement «l'opération épervier», à côté de «nécro-rumeurs» sur la mort de Paul Biya notamment, prend la dimension expressive d'un pessimisme social et politique qui, aux yeux de Dr Leka, confine à une obligation institutionnelle de punir.

-la troisième série «*médiation, images et société*», comporte deux textes: de Dr Frédéric Ndibi, d'abord, qui étudie le rapport cognitif entre texte et image dans le parcours de lecture. A partir d'une réflexion plus théorique que empirique, l'auteur tente de comprendre la relation sémiotique entre l'image, sa relation au texte et sa lecture, cette dernière participant d'une sorte de «dé-polysémisation», c'est-à-dire de déconstruction de sa polysémie, opération sans laquelle elle serait incompréhensible. Quant à Dr Djadeu Colette, son objectif est d'appréhender les relations entre les enfants de la rue et les populations de Yaoundé comme une forme de médiation et une coupure épistémique entre journaux en ligne et presse classique. Ainsi que le montre l'analyse du contenu des journaux *Le Messenger* et *Cameroon Tribune* le champ lexical auquel lesdits enfants sont associés évoque la débrouillardise, la précarité, le banditisme et l'insécurité, alors que dans le même temps, le journal en ligne *Africa Press* ouvre la possibilité d'aller à leur rencontre afin de mieux les comprendre et de contribuer aux actions qui pourraient les aider à améliorer leur quotidien.

-la quatrième série «*presse, journalisme et médias*» fait des organisations professionnelles de journalistes en Afrique, de leur logiques d'action et de leurs pratiques dans et avec internet, des éléments majeurs de «gouvernementalité» médiatique. En effet, si en

Afrique de l'Ouest, les actions associatives ont constitué l'activisme en interventions syndicales visant la conscientisation des journalistes aux enjeux nouveaux de la profession comme le montre Dr Nga Minkala, en Afrique centrale et plus particulièrement au Cameroun, le récit fabulistique des journalistes traduit imparfaitement, à en croire Dr Wakata, un mal-être professionnel. Celui-ci tel que révélé par le sens que les journalistes donnent aux principes normatifs de leur métier (objectivité, impartialité, indépendance, etc.) est le symbole paradoxal d'une opération de légitimation d'une activité peu valorisante pour ceux mêmes qui l'exercent, et rend justice à la notion de résilience, inventée par Boris Cyrulnik et réactivée chez nous par le président de la République. Ce mal-être se trouve plus encore prolongé et renforcé par les technologies du numérique dont on aurait pu espérer un allègement des coûts de production notamment avec la disparation des coûts des matières premières (papier, encre, notamment). Plus déclaratif qu'analytique, le texte de Dr Baba Wame, qui aurait pu s'éclairer de données chiffrées, conclut qu'avec la presse en ligne, *«l'éditeur d'un site d'informations peut grâce aux algorithmes, anticiper la demande des annonceurs et offrir subtilement à l'internaute-consommateur une publicité personnalisée»* (CQFD).

La légitimation progressive de la forme particulière d'exercice que constitue la publication scientifique ne peut se passer de fonder la paternité de ses racines. En l'occurrence, nous espérons par ce numéro contrasté aussi bien qualitativement que quantitativement, avoir contribué à l'appréhension des objets éclatés du champ souvent indéterminé *a priori* que celui de cette science qui accueille généreusement tous les apports en s'enrichissant de leurs différences, mais aussi de leurs querelles doctrinales et de la protubérance de leurs débats. C'est là aussi que nous croyons pouvoir rejoindre le projet scientifique du fondateur de notre revue.

Laurent-Charles BOYOMO-ASSALA